Les Pays-Bas contre l'impérialisme napoléonien : les soulèvements anti-français entre 1806 et 1813

Johan Joor

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/528>

DOI : 10.4000/ahrf.528

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

Pagination : 161-171

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Johan Joor, « Les Pays-Bas contre l'impérialisme napoléonien : les soulèvements anti-français entre 1806 et 1813 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 326 | octobre- décembre 2001, mis en ligne le 07 mars 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/528> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.528>

LES PAYS-BAS CONTRE L'IMPÉRIALISME NAPOLÉONNIEN

LES SOULÈVEMENTS ANTI-FRANÇAIS ENTRE 1806 ET 1813

JOHAN JOOR

L'historiographie traditionnelle nous a légué l'image stéréotypée d'un peuple néerlandais apathique et ordonné. Un peuple incapable d'actions collectives violentes. Pourtant, les recherches précises sur l'époque 1806-1813 démontrent que celle-ci a été ponctuée de troubles et d'émeutes. Les nouveautés introduites par Louis Napoléon ou Napoléon 1^{er} n'ont pas laissé les Bataves indifférents. Ils se sont opposés de bien des manières à tout ce qui menaçait leur liberté et leur autonomie, ce qui ne veut pas dire non plus que ces protestations expriment des valeurs identiques à celles des Espagnols ou des Napolitains.

Mots clés : émeute ; protestation ; période napoléonienne ; conscription ; Pays-Bas.

Le 5 juin 1806, Napoléon mit implicitement fin au gouvernement républicain qui avait été celui des Pays-Bas durant plus de deux siècles. Au cours d'une réunion de moins d'un quart d'heure et en présence d'une délégation batave, l'Empereur annonça l'établissement du « Royaume de Hollande », tandis qu'il nommait son jeune frère Louis « roi de Hollande ». Pour la population néerlandaise qui apprit la nouvelle quatre jours plus tard, commençait la dernière phase de la période franco-batave, qualifiée aussi de « période napoléonienne ». Durant cette dernière phase qui s'étend jusqu'en novembre 1813, les Provinces-Unies furent entre 1806 et 1810 un royaume, avec à sa tête Lodewijk Napoleon – alias Louis Bonaparte – avant d'être annexé en juillet 1810. Avec l'incorporation, la Hollande n'était plus un État autonome. Il subsistait certes une entité néerlandaise spécifique, puisqu'à l'intérieur même de l'Empire, les provinces au nord des grands fleuves conservaient leur statut administratif sous le nom de « Départements de la

Hollande ». Elles étaient dirigées par un gouverneur : l'ancien troisième consul, Charles François Lebrun, qui était assisté à Amsterdam par un gouvernement général quasi centralisé.

La période napoléonienne constitue une phase importante dans la naissance des Pays-Bas modernes. Les régimes dirigistes des frères Bonaparte ont accéléré le processus de centralisation et d'unification en matière d'administration, de justice et de finance. C'est pendant ces années-là que s'imposèrent dans le pays une hiérarchisation, une standardisation et une formalisation de l'appareil d'État. Vit dès lors le jour l'État-nation des Pays-Bas. Pour la plupart des quelque deux millions de citoyens que comptait alors le pays, ce processus de modernisation se réalisa furtivement. Ils se virent confrontés à un gouvernement étranger qui dès les débuts se caractérisait par un arbitraire autoritaire et qui, après l'incorporation, devint progressivement un État policier et une dictature militaire.

Malgré son importance dans le processus de modernisation du pays, malgré son caractère tant dynamique que dramatique, la période napoléonienne a peu retenu l'attention des historiens néerlandais. L'historiographie l'a longtemps décrite comme une période de calme général et de tranquillité publique. Les recherches nouvelles fondées sur des sources primaires encore peu consultées, démentent cette image simplifiée. Le texte qui suit précisera ce qu'il en est de ces recherches avant d'examiner de plus près la fréquence, la nature et la signification des protestations néerlandaises contre les régimes imposés par Napoléon.

Les protestations en Hollande durant la période napoléonienne : recherche et méthode

Bien que le thème ait nombre de rapports avec les travaux de Charles Tilly (1), le point de départ de cette recherche n'est pourtant pas son concept « d'actions collectives ». La brièveté de la période, sa spécificité, de même que la volonté de prendre en compte les diverses formes de protestations nous ont contraint à adapter l'approche et à concevoir des concepts et des définitions aptes à recouvrir l'ensemble du sujet. C'est ainsi que le concept diffus de « protestation » a été subdivisé en trois catégories : « trouble », « provocation » et « insoumission ». Le trouble est défini de la façon suivante : « toutes activités de la population perçues et/ou combattues par les autorités comme atteintes réelles ou potentielles à l'ordre public et à la sécurité générale ». Par provocation, on entendra « expressions publiques de mécontentement contre les autorités, les décisions gouvernementales ou

(1) C. TILLY, *The Contentious French. Four centuries of popular struggle*, Cambridge Mass., Londres, 1986, et *Popular Contention in Great-Britain 1785-1934*, Cambridge Mass., Londres, 1995.

les gouvernants, comprenant un appel à la résistance » ; le terme d'insoumission peut être appliqué pour qualifier « le refus des populations à remplir les devoirs imposés par les autorités ». Cette subdivision et ces définitions permettent de prendre en compte les protestations sociales et politiques, de même que les formes passives de résistance. À partir de là, restait à effectuer une enquête systématique dans les archives officielles de la période 1806-1813. À cet effet ont été soigneusement dépouillées les archives centrales, départementales et locales des Pays-Bas, mais aussi celles de Paris et de Vincennes (2).

Parmi ces archives ont été privilégiées celles de l'administration, de la police et de la justice. En avril 1807 eut lieu une réorganisation d'envergure en matière d'administration intérieure. Le gouvernement collégial des provinces fut supprimé et remplacé par une autorité unique, selon le principe cher à Bonaparte. Les provinces autrefois souveraines furent transformées en des départements soumis au pouvoir central et dirigés par un « landdrost », un genre de préfet dont la tâche était de faire exécuter au plus vite les ordres du roi. Les villes de plus de 5 000 habitants adoptèrent bon gré mal gré le nouveau principe et furent placées sous l'autorité d'un maire. Après l'incorporation, la centralisation administrative fut encore accrue. Toutes les municipalités se virent dotées d'un maire, de sorte que même au niveau local l'administration était centralisée.

Pour l'évolution de la police, deuxième appareil d'État, la période napoléonienne ne fut pas moins fondamentale. Dès sa montée sur le trône, Louis nomma un ministre de la Justice et de la Police, dont la tâche manifeste était le maintien de l'ordre public. La police néerlandaise créée dès lors demeura de dimensions modestes et se concentra principalement sur les communications illégales avec l'Angleterre. Afin de contrôler l'espace public, le ministre devait s'en remettre aux employés de la justice locale. Après l'incorporation, la police française fut introduite en Hollande au niveau central par le décret organique du 18 octobre 1810. Le décret nommait non seulement un directeur de la Police – le haut fonctionnaire Devilliers Duterrage, un protégé de Réal – mais aussi un commissaire général à Rotterdam qui était sous ses ordres. Au niveau local, l'organisation de la police adopta le décret français du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) qui établissait un réseau hiérarchisé de préfets, de sous-préfets et de maires et qui stipulait par ailleurs que toute commune de plus de 5 000 habitants aurait un commissaire de police.

Les archives judiciaires, troisième appareil d'État, constituent en soi un domaine de recherche spécifique. Sous Louis, les anciens tribunaux locaux

(2) Pour des références précises, voir J. JOOR, *De Adelaar en het Lam. Onrust, opruiing en onwilligheid in Nederland, ten tijde van het Koninkrijk Holland en de lijving bij het Franse Keizerrijk (1806-1813)*, Amsterdam, 2000.

et autonomes subsistèrent et ici aussi, c'est l'incorporation qui apporta des changements en la matière. En mars 1811, la codification française fut introduite, de nouveaux tribunaux furent installés et, pour la première fois dans l'histoire néerlandaise, le pouvoir judiciaire fut unifié. Les archives qui en proviennent procurent de nombreuses données biographiques sur les Néerlandais jugés pour cause de protestation. Pourtant, lors des grandes émeutes, les citoyens qui étaient impliqués ne passaient pas devant un tribunal ordinaire mais devant une commission militaire. Ces commissions étaient au début occasionnelles et ne devinrent structurelles qu'après février 1813. Napoléon avait ordonné qu'elles soient convoquées pour juger de tout « crime ou délit contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, de rébellion ou d'outrages violents envers les dépositaires de l'autorité de la force publique ». Afin de retrouver leurs dossiers, des recherches dans les archives de Vincennes se sont avérées nécessaires (3).

Les protestations en Hollande à l'époque napoléonienne : résultats

L'enquête fournit un grand nombre d'informations sur les protestations. Pour ce qui est de la catégorie « trouble », le dépouillement ne donne pas moins de 586 occurrences entre juin 1806 et novembre 1813. Parmi ces 586 occurrences, près d'un tiers concerne de sérieuses atteintes à l'ordre public, impliquant un assez grand nombre de personnes. 88 de ces troubles peuvent être définis comme « des atteintes publiques, collectives et violentes contre les autorités par des groupes assez importants, c'est-à-dire comptant au minimum 20 personnes ». Les deux autres tiers comprennent principalement : une grève ; quelques complots vrais ou faux ; quelques manifestations décrites en termes généraux et sans objet défini ; et, enfin, 300 désordres environ, accompagnés de violences auxquels participaient seulement des groupes de peu d'envergure. Malgré leur peu d'ampleur, de tels incidents pouvaient avoir des conséquences graves. C'est ainsi que la querelle du 13 mai 1810 entre six Amstellodamois et le cocher de l'ambassadeur de France fut la cause directe de l'annexion de la Hollande.

Par rapport à l'image reçue sur le calme et la tranquillité qui régnaient à l'époque, l'ampleur et la variété des troubles sont déjà étonnantes. Les témoignages sont légion, de sorte qu'ont pu être analysés les protestations en général et les troubles en particulier, de même que leurs causes et l'origine des manifestants.

La recherche sur les causes confirme la conclusion selon laquelle la naissance de troubles est rarement imputable à un seul motif. Plusieurs

(3) Entre autres, SHAT, justice militaire (C 18).

griefs entrent souvent en compte. C'est le cas par exemple des troubles brefs mais violents qui eurent lieu à La Haye le 26 mars 1812, où des pêcheurs et des marins de Scheveningue et de Katwijk bombardèrent de pierres le bureau du préfet, en réaction à la conscription maritime. L'incident peut être interprété à la fois comme une protestation contre le service obligatoire, comme une réaction à la misère et comme une expression de sentiments francophobes. Ce n'est pas que ne puisse être découvert un grief dominant. De fait, à la source des troubles, il y a cinq causes récurrentes : conscription, fiscalité, autorité, conflits de travail et religion. Parmi elles, celles qui ont trait à la conscription et à l'autorité se font plus spécifiquement contre le régime napoléonien et, de ce fait, seront abordées plus loin.

Dans la catégorie « troubles », 35 % des cas expriment un mécontentement quant à la conscription. Mieux vaut au fond parler ici « d'armée et de conscription », puisque sont comprises dans cette catégorie les quelques affrontements entre militaires et populations. C'est ainsi qu'en mai 1810, l'entrée des troupes françaises à Rotterdam provoqua une violente émeute, dont la durée et l'ampleur dépassèrent toutes les précédentes. Le problème militaire était encore aggravé par le fait qu'officiellement le Royaume de Hollande ne connaissait pas la conscription. Louis avait pourtant essayé de l'introduire sous une forme déguisée, car son frère le harcelait de demandes de soldats. Il conçut alors deux projets afin d'avoir des recrues et une défense efficace, sans mettre en œuvre la conscription pure et dure. Le premier consistait à envoyer les orphelins en apprentissage dans l'armée ; le second prévoyait une réorganisation des milices municipales en un corps semi-national et paramilitaire.

Le projet de recrutement des orphelins fut lancé pour la première fois à l'automne 1806. Louis essaya de l'imposer avec des remaniements en 1808 et 1809, mais, chaque fois, il rencontra beaucoup de résistance dans tout le pays. Les fonctionnaires locaux et les régents des orphelinats refusaient de coopérer ; les jeunes garçons trouvaient refuge chez les habitants et, à certains endroits, tels que Sneek, Amsterdam ou Rotterdam, l'initiative déboucha sur des troubles. La population essayait de bloquer les transports des enfants par la force. Confronté à cette résistance farouche, Louis fut contraint à plusieurs reprises de mettre un terme à ses projets ou de les modifier.

Le projet d'employer les milices municipales à des tâches militaires, dans des lieux plus ou moins éloignés de leur résidence, ne fut pas mieux accueilli. Les troubles les plus importants virent le jour à l'occasion de la publication d'un pamphlet anonyme, *Waarschouwing tegen de Requisitie* (« Avertissement contre la réquisition »), qui fut diffusé un peu partout en Hollande, au cours du printemps 1809. La nouvelle loi sur les milices y était durement incriminée et le régime de Louis condamné en tant que « détestable tyrannie », ayant pour seul objectif le soutien de « Bonaparte, le

destructeur de l'Europe ». Une vaste enquête policière découvrit que le pamphlet avait été diffusé par Maria Aletta Hulshoff, une Amstellodamoise de 27 ans. Arrêtée, Maria affirmait dur comme fer qu'elle seule était responsable de l'initiative, mais il y a des indications, telle sa sortie spectaculaire de prison, qui donnent à penser qu'elle a œuvré de concert avec d'anciens révolutionnaires bataves, ayant une certaine influence. Parallèlement aux pamphlets provocateurs, la politique militaire de Louis provoqua également des désordres. À Amsterdam, les femmes des miliciens vinrent crier leur colère sous les fenêtres du palais royal en août 1809 ; elles refusaient que leurs époux franchissent les murs de la ville pour aller jouer au soldat.

L'incorporation mit fin à la situation d'exception dont jouissait le Royaume de Hollande. La conscription fut mise en pratique en février 1811 dans les départements de la Hollande et la première levée s'amorça curieusement par l'appel des conscrits de la levée de 1808. À leur grand effroi, ce furent les hommes de 23 ans qui furent convoqués par ordre de l'Empereur, et non la classe officielle – ceux de 20 ans. Après la levée de 1808 se succédèrent à un rythme rapide les levées rétroactives, régulières et spéciales. Au total, les levées et les réquisitions pour les armées napoléoniennes exigèrent des départements hollandais plus de 32 000 hommes, ce qui fait en moyenne 10 000 à 11 000 hommes par an, chiffre relativement important, compte tenu du nombre d'habitants. Dès les débuts, les Hollandais ont protesté violemment contre l'exécution de la conscription. La première levée de 1811 fut immédiatement accueillie par plusieurs troubles dans des villes aussi éloignées que Katwijk, Hoozevee, Groningue et Amsterdam. L'émeute amstellodamoise du 11 avril 1811, qui, en tant que première de la série des protestations populaires amorcées à la suite de l'incorporation, serait très sévèrement réprimée par une commission militaire, avait un caractère particulièrement brutal. Il y eut plusieurs victimes et, jusque tard dans la soirée, des milliers d'Amstellodamois manifestèrent au cri de « Mort aux Français ! ». Les émeutes houleuses qui accompagnèrent les premières levées se répétèrent en général lors des suivantes. Le tirage et la revue de départ étaient souvent l'occasion de tensions. De graves émeutes éclatèrent ainsi en avril 1813 à Rotterdam, Leyde, La Haye, Zaandam, quand il fut question de l'enregistrement de la garde nationale.

Sans vouloir insister sur le thème de l'insoumission, notons qu'il concernait un nombre très important de réfractaires. Mais passons maintenant au problème de l'autorité, deuxième cause principale des troubles : 24 % des désordres inventoriés étaient dus à un rejet du nouveau régime ou à un refus de l'administration générale, jugée asservissante. La plupart des protestations se faisaient contre les autorités supérieures, notamment contre le roi ou contre l'Empereur lui-même. Sous le règne de Louis, ces protestations atteignaient un point culminant à propos des fêtes nationales proclamées par le roi ou en temps de crise. Tout d'abord, en effet, Louis avait

décidé de proclamer fête nationale le jour de sa fête : le 25 août, mais en 1807, il y renonça et adopta l'usage protestant. Il célébra désormais son seul anniversaire : le 2 septembre. Les désordres qui accompagnaient les fêtes nationales pouvaient avoir des issues malheureuses : en 1806, il y eut un mort à Vlissingue et un à Groningue ; en 1807 et 1808, des mouvements populaires éclatèrent à Assen, que le « landrost » (préfet) de la province taxa explicitement « d'anti-monarchiques ». En 1809, la fête nationale ne fut pas célébrée à cause de l'invasion anglaise en Zélande. Cette année-là, la fête fut relativement tranquille. Mais la crise autour de l'invasion n'en provoqua pas moins une intensification des protestations. Dans les îles de la Hollande méridionale, où l'on s'attendait à voir débarquer les Anglais, en marche vers le Nord, l'atmosphère était tendue et les troubles devinrent presque permanents, notamment à Goeree-Overflakkee. Les temps de crise aggravaient les provocations. Les rumeurs allaient bon train et dans nombre d'endroits – de préférence sur les bâtiments publics et les marchés – étaient affichées des lettres anonymes, où le roi était insulté et où le peuple était ouvertement incité à prendre les armes contre le régime honni. À Rotterdam, La Haye et Amsterdam, on trouvait ce genre de « placards » révolutionnaires.

Durant les années d'incorporation, les troubles visant les autorités supérieures s'accrurent, notamment lors des fêtes nationales, célébrées désormais le 15 août (l'anniversaire de Napoléon) et le premier dimanche de décembre (la fête du Sacre). Les protestations les plus sérieuses contre Napoléon et son régime eurent lieu après qu'eut été connu le 29^e *Bulletin*, qui annonçait le désastre de Russie. Trois vagues successives d'agitation politique secouèrent l'ensemble du pays en 1813 : du début janvier à la mi-février ; de la mi-mars à la mi-avril et de la mi-octobre à la révolution nationale de novembre. Durant cette dernière vague, le 15 novembre pour être précis, éclata à Amsterdam une émeute si ample et si sérieuse que Lebrun dut s'enfuir, ce qui annonçait la fin de la domination française.

Pour ce qui est de l'origine des participants, le dépouillement des jugements et des sanctions infligées, confirme ce qu'écrit Rudé à propos des mouvements populaires pré-industriels (4). Les manifestants n'étaient pas des miséreux désespérés ou des marginaux – ainsi que les autorités souhaiteraient le faire croire – mais occupaient une place relativement stable dans la société. La plupart étaient des artisans, pêcheurs, petits paysans ou boutiquiers. Ils étaient mariés, avaient des enfants ; ils étaient âgés de 20 à 40 ans et menaient une vie tout à fait convenable, si l'on en croit le casier judiciaire – vierge – des inculpés. Les manifestants pratiquant des métiers éminents – négociants, huis-

(4) G. RUDÉ, *The Crowd in History. A Study of Popular Disturbances in France and England, 1730-1848*, Londres, (1964), 1981.

siers – y étaient impliqués, alors que s’y trouvaient plus rarement les pauvres et ceux qui appartenaient aux classes inférieures de la société.

Sous d’autres perspectives, les résultats de cette recherche recoupe les conclusions de Rudé. Dans les émeutes, la foule dans l’ensemble était disciplinée et conséquente ; ses actions se concentraient sur les représentants des autorités ou sur les bâtiments officiels, ayant un rapport avec le motif de mécontentement. De plus, la violence était avant tout symbolique et se limitait à ôter les chapeaux ou les signes de distinction des représentants du gouvernement. Aussi le nombre de victimes tombées durant une émeute violente est-il remarquablement limité, surtout si l’on compare avec ceux qui sont décédés suite à la répression officielle.

La signification et la valeur des protestations : « politique morale » et « tradition », versus « modernité »

Reste à s’interroger sur la signification des protestations dans la Hollande de l’époque. Tout d’abord, l’enquête témoigne donc qu’il serait faux de décrire la Hollande napoléonienne comme un havre de paix et d’harmonie. Les protestations des années 1806-1813 sont nombreuses et variées, puisqu’on en compte des dizaines sur tout le territoire batave, parmi lesquelles des émeutes de grande envergure. Les causes en sont économiques, sociales et politiques. C’est que le pays avait de graves problèmes économiques qui ont sans nul doute contribué à l’éclosion de conflits. Malaise économique et mécontentement vont souvent de pair, comme le suggèrent les slogans du peuple lui-même. À Amsterdam, par exemple, lors de l’émeute du 15 novembre 1813, le peuple marchait au son de « Pour la paix et le commerce ! » Mais, si les motifs économiques jouent un rôle, ils ne sont pas non plus déterminants. Dans les campagnes relativement prospères, les troubles n’étaient pas absents ; l’extrême cherté des années 1806, 1807 et 1812 ne semble pas non plus avoir eu des répercussions directes sur les protestations, et, enfin, on l’a dit, le peuple contestataire comprend rarement de véritables miséreux.

Pour ce qui est de l’origine sociale des protestations, il s’avère que, contrairement à ce qu’affirme Rudé, c’est surtout une frustration sociale et morale qui poussait le peuple à l’action. Frustration qui se retrouve dans beaucoup de grands et de petits conflits. Non seulement dans les mouvements de masse, où les citoyens essaient d’empêcher le départ des orphelins, mais aussi dans les rumeurs autour des contrôles fiscaux qui sont perçus par les opposants comme injustes. Sur cette facette – frustration en tant que stimulus à l’action – force est de penser au concept d’économie morale, avancé par Thompson (5). Dans la Hollande napoléonienne, le consensus

(5) E. P. THOMPSON, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, 50, 1971, pp. 76-136.

populaire sur ce qui était juste et injuste se trouvait aussi à la base de bien des mouvements contestataires, à la différence près qu'ici la frustration était engendrée par un conflit socio-politique et non économique, de sorte qu'il vaudrait mieux parler de *politique morale*. C'est particulièrement perceptible dans le cas de la provocation et de l'insoumission en tant que manifestation de résistance au régime. Aucun doute ici, la dimension politique est évidente. Ce l'est moins dans le cas des troubles, où nous avons cherché à définir les désordres dans un sens général. Pourtant, à voir les causes, il n'y a qu'un infime pourcentage (15 %) de désordres qui ait des motifs autres qu'un mécontentement politique. Dans ce cas, il s'agit de troubles religieux et de conflits de travail. Les autres protestations se font contre le gouvernement en général ou contre une décision officielle et sont donc liées directement ou indirectement au politique. 85 % des cas proviennent ainsi de la conscription, de la fiscalité et des problèmes que posent la reconnaissance et l'acceptation du régime et des autorités publiques. En font évidemment partie les protestations dirigées contre la dictature napoléonienne ou contre le roi et l'Empereur lui-même. Mais les troubles engendrés par la conscription et la fiscalité peuvent très bien aller de pair avec des manifestations explicites de mécontentement contre le régime napoléonien dans son ensemble.

Le caractère singulier de l'époque napoléonienne a fait que les protestations ont eu une dimension socio-politique profonde et essentielle. Par son effet centralisateur, le processus de modernisation, et en particulier la création de l'État-nation telle qu'elle s'est opérée en Hollande, menaçait inévitablement les structures et pouvoirs traditionnels et les libertés individuelles. La question est alors de savoir dans quelle mesure les protestations de l'époque découlent ou non du conflit entre tradition et modernité.

Le problème est complexe mais une analyse plus poussée démontre que les protestations populaires conservent un caractère traditionnel et sont plus anti-modernes que modernes. Tout d'abord, les désordres adoptaient une forme traditionnelle : les femmes y jouaient un grand rôle ; les émeutes avaient souvent lieu selon le calendrier protestataire traditionnel : les jours de marché et les jours fériés (6), et les actions collectives du répertoire moderne – pour reprendre les termes de Tilly – faisaient défaut. La seule « grève » que l'on y remarque peut être considérée à juste titre comme un *lock out* classique. Le fait que les troubles se manifestent avant tout au niveau local en témoigne également. Le peuple, les meneurs, les cadres de mobilisation, voire les modèles d'action étaient tous fortement déterminés par les localités que les manifestants quittaient rarement. Outre leur forme, le contenu même des émeutes et désordres empruntait à la tradition. Leur

(6) R. COBB, *The Police and the People. French Popular Protest 1789-1820*, Oxford, 1979, pp. 144-145 et p. 266.

cause principale était le service militaire obligatoire, où s'affrontaient deux intérêts opposés : celui de l'État et celui du citoyen individuel et qui peut donc être interprété comme un conflit entre tradition et modernité. Dans certaines émeutes anti-conscription, ce conflit jouait un rôle direct. C'est ainsi que l'envoi d'orphelins dans la marine et dans la Compagnie des Indes orientales était chose commune et admise. Mais, lorsque la monarchie centralisée de Louis exigea brusquement que ces jeunes gens soient destinés à l'armée, les bons bourgeois hollandais virent là une raison suffisante pour descendre dans la rue et libérer *leurs* pauvres orphelins. La même chose vaut en somme, lors du conflit du 11 avril 1811, quand les habitants d'Amsterdam se dressèrent contre la conscription au cri de : « Ne laissez sortir aucun *Amstellodamois* de la ville ! »

De même, l'absence de coordination nationale et la dimension locale des conflits trahissent l'influence de la tradition. Le fait que le peuple n'opérait pas nationalement et ne pensait pas en termes d'État-nation, lequel ne verra le jour qu'après 1813, a eu de graves conséquences pour l'historiographie de la période franco-batave. Pour les historiens de la période, en effet, l'absence d'initiatives nationales a été interprétée comme une absence totale d'initiatives et comme la preuve d'une entière tranquillité ou passivité. Cette interprétation réfute donc qu'il y ait eu des résistances sous prétexte qu'elles conservaient une forme traditionnelle et adoptaient des perspectives classiques pour refuser l'arbitraire bonapartiste, les guerres impériales et la dictature napoléonienne.

Les protestations néerlandaises présentent enfin des affinités avec celles qui ont presque partout troublé l'Europe napoléonienne. Là aussi, c'est avant tout contre la conscription que se dressaient les populations, dans le même temps où elles défendaient la tradition contre l'État-nation (7). Ce n'est pas qu'il n'y ait eu de grandes différences selon les pays impliqués. Tout d'abord, et contrairement à des pays comme l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la France, les protestations néerlandaises n'avaient point pour cadre de références le catholicisme, mais le protestantisme ; l'opposition était stimulée en grande partie par les pasteurs réformés. Cela contribua certes à conférer une couleur traditionnelle aux contestations, mais, à l'inverse des pays méridionaux, et c'est là un second point, le traditionalisme n'alla pas de pair avec un rejet des Lumières. S'il est certain que l'influence modérée des pasteurs, dont nombre d'entre eux étaient des hommes éclairés, permet de comprendre qu'ait été absent aux Pays-Bas tout conservatisme réactionnaire, il ne faut pas non plus oublier que l'esprit des Lumières se perpétuait dans la société néerlandaise et dans l'oeuvre politique et pédagogique des patriotes et des révolutionnaires de l'époque batave. Nombre d'éléments de la pensée éclairée avaient été intériorisés de

(7) M. BROERS, *Europe under Napoleon 1799-1815*, Londres, 1996, p. 270 ff.

telle sorte que le conflit entre tradition et modernité du début du XIX^e siècle fut peu brutal dans ce pays. Le nombre de victimes décédées suite à des émeutes dépasse à peine dix personnes ; rarement, il y eut des guets-apens ou des *guerrillas*, ainsi qu'il en allait en Espagne ou en Italie du Sud. Il est vrai que, dépourvu de montagnes et de forêts, le paysage néerlandais ne s'y prête guère.

Mais, puisque nous en sommes au paysage et à la violence, peut-être faut-il pour conclure invoquer le cliché séculaire, selon lequel, dans un pays où l'existence quotidienne dépend des efforts de chacun pour protéger les digues de l'eau, le peuple serait « par nature » enclin à la modération et à un règlement raisonnable des conflits. Louis Bonaparte lui-même en était persuadé. Encore impressionné par le climat rigoureux, les eaux capricieuses et les inondations auxquelles il avait assisté durant son règne, en 1820 il écrivait à propos de son ancien royaume : « Chaque année, son territoire est plusieurs fois menacé d'une destruction totale, ou par les tempêtes de l'Océan qui couvrent si souvent les côtes de débris et élèvent leurs vagues menaçantes au-dessus des digues et des plus hauts édifices. Si donc il est un peuple à qui l'indépendance, la liberté, les bonnes mœurs, la *modération*, le courage et la religion soient indispensables, c'est sans contredit le Hollandais. » (8)

(traduction du néerlandais : A. Jourdan)

Johan JOOR
Université d'Amsterdam
Zeeburgerkade 284
N. L. - 1019 HL Amsterdam

(8) LOUIS BONAPARTE, *Documens historiques et réflexions sur le gouvernement de la Hollande*, Paris, 1820, pp. 12-13.